

*Initiatives ministérielles*

les êtres humains non encore nés ne sont pas protégés par la société canadienne. Les pétitionnaires prient le Parlement d'agir sur-le-champ en modifiant le Code criminel afin d'accorder aux enfants non encore nés la même protection dont jouissent les autres être humains.

\* \* \*

**QUESTIONS AU FEUILLETON**

**M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, nous répondons aujourd'hui aux questions n<sup>os</sup> 192 et 205.

[Texte]

Question n<sup>o</sup> 192—**M. Hanger:**

Par le truchement de quels mécanismes et en vertu de quels pouvoirs spécifiques d'ordre statutaire ou réglementaire, le gouvernement fédéral peut-il déterminer, pour le compte des provinces, quels sont les immigrants parrainés parmi toutes les personnes touchant de l'aide sociale au Canada?

**L'hon. Sergio Marchi (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lib.):** Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) conclut des protocoles d'entente pour faciliter l'échange de renseignements sur les immigrants parrainés avec les provinces (et s'il y a lieu, avec les municipalités), aux fins de l'administration des programmes d'aide sociale et pour les besoins du programme de parrainage du ministère. La question de la protection des renseignements personnels se pose, et il faut que les PE respectent les lois fédérales et provinciales dans ce domaine. Actuellement, CIC a conclu un PE avec les municipalités de la Communauté urbaine de Toronto et avec les municipalités de Peel, Windsor, London, York ainsi qu'avec deux ministères ontariens: Services sociaux et communautaires et Santé. Le ministère est en train de négocier la signature de protocoles d'entente avec d'autres provinces et municipalités qui le demandent. En Ontario, certaines municipalités veulent conclure leur propre PE, car les bases de données provinciales ne contiennent pas toutes les données municipales.

En vertu de ces PE, CIC peut faire savoir aux services d'aide sociale si un demandeur est un immigrant parrainé et quelle est la période de validité de l'engagement de parrainage, et les services d'aide sociale peuvent avertir CIC de la rupture d'un engagement de parrainage et confirmer que le répondant a remboursé à la province les sommes payées à l'immigrant parrainé.

Question n<sup>o</sup> 205—**M. Gilmour:**

De quelle contribution monétaire totale (directe et indirecte) et source de financement gouvernementale a bénéficié annuellement la Valhalla Society de 1990 à aujourd'hui, y compris au budget de 1995-1996?

**M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** On m'informe comme suit, en ce qui concerne le ministère de l'Environnement:

1994-1995, 58 325 \$, Fonds des partenaires de l'environnement;  
1995-1996, 21 045 \$, Fonds des partenaires de l'environnement.

En ce qui concerne Développement des ressources humaines Canada:

1990-1991, 1 671 \$, Planification de l'emploi, placement relatif aux emplois d'été;

1993-1994, 2 624 \$, Planification de l'emploi, placement relatif à la formation en milieu de travail.

Les ministères et organismes suivants n'ont pas de renseignements:

Agence canadienne de développement international,  
Patrimoine canadien,  
Commission de la Capitale nationale,  
Ressources naturelles Canada.

[Traduction]

**Le vice-président:** Le gouvernement a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire.

\* \* \*

[Français]

**QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS**

**M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, si la question n<sup>o</sup> 144 pouvait être transformée en ordres de dépôt de document, ce document serait déposé immédiatement.

**Le vice-président:** Plaît-il à la Chambre que la question n<sup>o</sup> 144 soit transformée en ordre de dépôt de document?

**Des voix:** D'accord.

[Texte]

Question n<sup>o</sup> 144—**M. Stinson:**

Pour les années financières 1992-1993 et 1993-1994, quels sont les dix groupes qui ont reçu le plus de subventions fédérales au titre du multiculturalisme et combien chacun d'entre eux a-t-il reçu?

(Le document est déposé.)

[Français]

**M. Milliken:** Je suggère que les autres questions soient réservées.

**Le vice-président:** Est-on d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**INITIATIVES MINISTÉRIELLES**

• (1510)

[Français]

**LES BALKANS**

La Chambre reprend l'étude de la motion.